



26 février 2024

(24-1555)

Page: 1/3

**Conférence ministérielle
Treizième session
Abou Dhabi, 26-29 février 2024**

Original: anglais

**DÉCLARATION DE S.E. MME DORIS N. UZOKA-ANITE, ANALYSTE FINANCIÈRE AGRÉÉE
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE
ET DE L'INVESTISSEMENT**

NIGÉRIA

Je vous adresse les salutations chaleureuses de Son Excellence le Président Bola Ahmed Tinubu, Grand Commandeur de l'Ordre de la République fédérale, et de l'ensemble du peuple de la République fédérale du Nigéria. Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter chaudement pour votre élection en tant que Président de la treizième Conférence ministérielle (CM13) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Je saisis également cette occasion pour féliciter le gouvernement et le peuple des Émirats arabes unis pour leur accueil, ainsi que le Secrétariat de l'OMC pour les excellentes dispositions prises pour que la Conférence se déroule de manière harmonieuse.

Dans un peu plus d'un mois, nous célébrerons les 30 ans de la signature de l'accord historique que représente l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. Malgré les crises multiples que nous traversons actuellement, personne ne peut légitimement remettre en cause le rôle joué par l'OMC dans la promotion de l'expansion du commerce et de la production dans le monde ni sa contribution au développement durable mondial. Le commerce est un vecteur essentiel de croissance économique et de prospérité. Il est toutefois évident que, si certains pays ont réussi à tirer pleinement parti des avancées technologiques et du commerce pour accroître leur part dans la croissance économique mondiale, la part qui revient à la plupart des pays en développement est en réalité insignifiante en raison des difficultés qu'ils rencontrent en matière de développement.

Je tiens à être claire: l'OMC ne peut pas résoudre toutes nos difficultés économiques. Nous estimons que les pays doivent décider par eux-mêmes quelles réformes sont nécessaires pour stimuler la croissance. De notre côté, sous la direction du Président Bola Ahmed Tinubu, Grand Commandeur de l'Ordre de la République fédérale, nous intensifions les réformes visant à améliorer les cadres institutionnels et réglementaires, à renforcer l'environnement économique et à promouvoir la compétitivité, dans le but d'attirer des investissements durables, d'accroître les capacités de production, de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Nous pensons que ces réformes sont essentielles si nous voulons tirer parti d'économies d'échelle ou d'autres types de mécanismes pour l'efficacité des marchés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), et à travers notre participation au système commercial multilatéral.

Néanmoins, pour que les réformes que nous menons actuellement produisent les résultats désirés dans le cadre du système commercial multilatéral, nous considérons que les règles de l'OMC devraient être adaptées pour donner aux pays en développement la marge de manœuvre nécessaire pour soutenir l'industrialisation durable, la diversification économique et les transformations structurelles, y compris en accroissant la production et l'ajout de valeur à l'échelle nationale. Ces règles devraient aussi être adaptées à la nature évolutive du paysage économique mondial. Nous appelons donc les Membres à donner la priorité aux réformes qui répondraient simultanément aux questions de développement figurant de longue date dans le programme de négociation de l'OMC et aux questions importantes sur le plan commercial qui favorisent la croissance inclusive, la création d'emplois et l'élargissement du cercle de la prospérité. À cet égard, nous nous félicitons de la conclusion des négociations sur l'Accord sur la facilitation de l'investissement pour le développement et appelons à l'adopter en tant qu'accord relevant de l'Annexe 4 à l'occasion de cette Conférence.

S'agissant du processus, le Nigéria accueille avec satisfaction la structure offerte par les "Modalités des sessions" qui figurent dans le document [WT/MIN\(24\)/INF/9](#). Nous estimons que ce document permet aux Membres de dialoguer de manière constructive sur les domaines prioritaires identifiés. Nous félicitons la Directrice générale de l'OMC, notre grande sœur Dre Ngozi Okonjo-Iweala (Grand Commandeur de l'Ordre du Niger), pour sa détermination à faire en sorte que la CM13 soit fructueuse et réussie.

S'agissant de la substance, le Nigéria tient d'abord à répéter ses positions bien connues sur la **réforme du commerce des produits agricoles** qui, à notre sens, devrait être abordée en tenant compte des questions liées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance. Nous appelons à poursuivre l'examen des règles commerciales applicables à l'agriculture en vue d'établir des règles équitables qui renforcent la sécurité alimentaire, en ménageant la marge de manœuvre nécessaire pour augmenter la production et la productivité et protéger les moyens de subsistance dans les pays en développement, et pour diversifier et stabiliser l'offre mondiale de produits alimentaires par la réduction du soutien et de la protection inéquitables ayant des effets de distorsion des échanges. Dans cette optique, le programme de travail de la CM13 doit ouvrir la voie à l'adoption de décisions dans des domaines clés pour la sécurité alimentaire, à savoir la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement et le coton. En outre, il doit encourager les négociations sur les modalités à suivre pour traiter la question du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, en particulier en ce qui concerne l'uniformisation des règles du jeu.

S'agissant du **développement**, le Nigéria considère que les objectifs de réforme de l'OMC et nos objectifs de développement sont étroitement liés. Nous continuons de demander qu'une marge de manœuvre soit accordée aux pays en développement pour qu'ils puissent renforcer leur résilience et leur capacité à répondre aux crises économiques multiples et poursuivre le développement économique au moyen de l'industrialisation, de la diversification économique et de la transformation structurelle. Selon nous, la CM13 devrait charger les Membres d'œuvrer à l'obtention, à la CM14, de résultats qui répondraient aux questions soulevées dans la communication du Groupe africain sur la marge de manœuvre pour le développement industriel, qui identifie trois accords et domaines principaux dans lesquels une marge de manœuvre doit être ménagée pour ouvrir la voie à l'utilisation d'outils de politique industrielle par les pays en développement en vue de favoriser le développement.

S'agissant des **subventions à la pêche**, nous nous félicitons des ratifications toujours plus nombreuses de l'Accord sur les subventions à la pêche conclu à la CM12 et nous encourageons les Membres qui n'ont pas encore achevé ce processus à faire diligence. Nous nous félicitons aussi de l'établissement du Mécanisme de financement de l'OMC sur la pêche et demandons que les pays en développement puissent y accéder facilement pour investir dans leurs systèmes de gestion de la pêche. Nous sommes optimistes quant à la conclusion, à la CM13, d'un accord compatible avec l'ODD 14.6 en ce qui concerne les questions en suspens, y compris la surcapacité et la surpêche, mettant l'accent sur les subventions les plus préjudiciables et prévoyant l'octroi d'un traitement spécial et différencié effectif aux pays en développement qui ne sont pas responsables de la surcapacité et de la surpêche ainsi que d'une exemption aux petits acteurs dont la part dans la pêche de capture marine mondiale est inférieure à 0,8%. En outre, la pêche artisanale et à petite échelle devrait être exclue du champ d'application de la discipline.

S'agissant du **Programme de travail et du moratoire sur le commerce électronique**, le Nigéria continue de préconiser que le Programme de travail soit abordé sous l'angle du développement. Cela nous permettra de déterminer quels instruments de politique de la boîte à outils de l'OMC sont appropriés pour encourager le développement de l'écosystème du commerce électronique dans les pays en développement. En ce qui concerne le moratoire, nous sommes d'avis que les questions relatives à sa portée et à sa définition devraient être examinées après la CM12 et précisées pour que les Membres puissent prendre la mesure de leur engagement. S'agissant du moratoire relatif à l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques, le Nigéria considère qu'il devrait être temporairement prorogé, et ce pour deux raisons. Premièrement, le non-renouvellement du moratoire nuirait à la prévisibilité de l'environnement mondial du commerce électronique, ce qui aurait une incidence négative sur les entreprises et les consommateurs. Deuxièmement, cela porterait préjudice à la compétitivité et à la croissance de nos MPME, qui ne seraient pas en mesure d'accéder à des contenus intermédiaires à des prix moins élevés.

J'estime que les Membres de l'OMC ont la responsabilité partagée de travailler ensemble pour renforcer l'OMC. Nous devons donc faire en sorte que la CM13 fasse fond sur le succès de la CM12 et produise des résultats qui permettront de remédier aux difficultés rencontrées par les Membres de l'OMC en ce qui concerne les produits alimentaires, les moyens de subsistance et le développement, et de relever les défis posés par l'évolution constante du paysage économique mondial. Aussi nous faut-il tous participer aux efforts collectifs visant à redynamiser l'OMC et à consolider le rôle qu'elle joue dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.
